

Mandat revenu Visio Patrimoine Privé IPC, série I

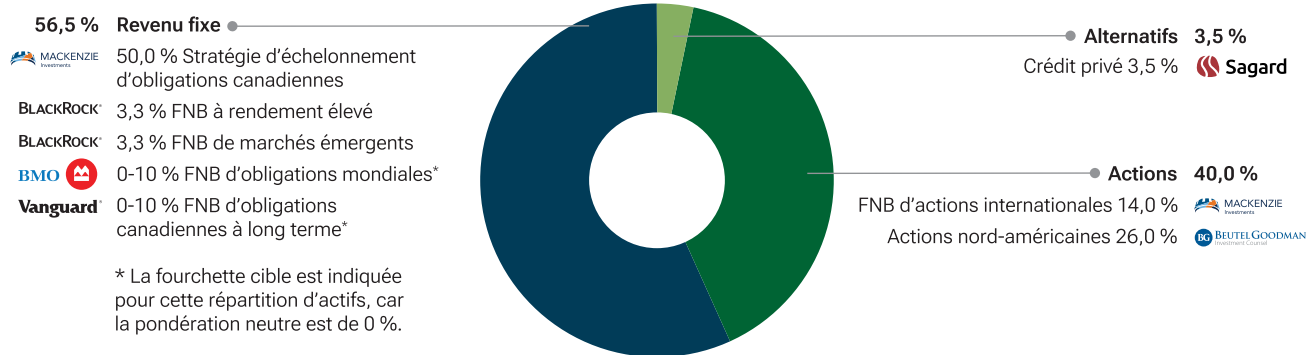
31 mars 2026

Le mandat vise à fournir aux investisseurs un revenu régulier en mettant l'accent sur la préservation du capital et le potentiel d'une croissance modeste du capital en investissant soit directement, soit par l'intermédiaire de titres d'autres fonds d'investissement, dans des actions et des titres à revenu fixe d'une variété d'émetteurs nord-américains et internationaux.

Est-ce le bon portefeuille pour vous?

- Conçu pour offrir un revenu et un potentiel de croissance du capital à long terme.
- Permet l'accès à une sélection concentrée d'actions et de titres à revenu fixe combinés à des FNB.
- Des distributions mensuelles.

Répartition neutre du portefeuille¹



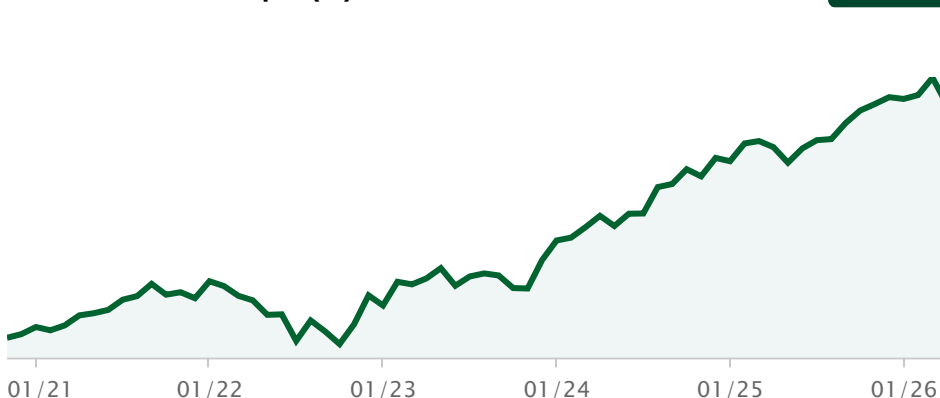
Rendement annualisé (%)

Période	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Rendement depuis la création
Série I	-2,8	-0,6	0,6	4,7	7,1	5,2	-	5,4

Rendement (%) rendements par année civile

Période	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	ACJ
Série I	-	-	-	-	-	6,4	-3,2	8,8	9,9	7,1	-0,6

Rendement historique (%) Valeur actuelle de 10 000 \$



Données importantes

Type de fonds	Équilibrés mondiaux à revenu fixe
Fund code	CGF516
Date de création	6 novembre 2020
Frais de gestion	0,75 %
Frais d'administration	0,15 %
RFG	0,19 %

Fréquence des distributions

Revenu	Mensuelle
Gains en capital	Annuelle
Distributions	-

Les distributions représentent les distributions annuelles versées au cours de l'année 2025

Tolérance au risque Faible

Caractéristiques du portefeuille

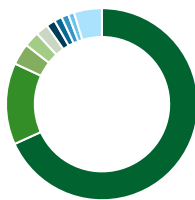
Rendement du dividende	2,9 %
Rendement à l'échéance	3,3 %
Durée moyenne (années)	3,1
Cote de crédit moyenne	A-

Placement

min.*	Subséqu.	Admissibilité au REER
150 000 \$	100 \$	Oui

Mandat revenu Visio Patrimoine Privé IPC, série I

Comment le fonds investit² en date du 31 janv. 2026



Répartition de l'actif (%)	Répartition géographique (%)	Répartition sectorielle (%)
Obligations Domestiques 49,8	Canada 68,0	Revenu fixe 56,2
Actions internationales 17,2	États-Unis 13,7	Services financiers 8,2
Actions canadiennes 14,5	Japon 3,6	Services aux consommateurs 5,0
Actions américaines 8,1	Suisse 2,6	Soins de santé 5,0
Obligations Étrangères 6,4	Royaume-Uni 2,1	Technologie 4,7
Espèces et équivalents 3,0	Irlande 1,5	Matériaux de base 3,5
Unités de fiducies de revenu 1,0	Allemagne 1,3	Télécommunications 3,4
	France 1,2	Immobilier 3,3
	Australie 1,0	Espèces et quasi-espèces 3,0
	Autres 4,7	Autres 7,6

Principaux titres

Fonds/titres sous-jacents	% de la VL
Counsel Core Fixed Income	43,2
Counsel Canadian Value	28,7
FINB Actions internationales Mackenzie (QDX)	14,7
FINB BMO obligations totales (ZAG)	5,1
FNB iShares Broad USD High Yield Corp Bond (USHY)	4,0
Sagard Private Credit LP - CPVI3	2,5
FNB iShares JP Morgan EM Corp Bond (CEMB)	2,5

Principales actions	% de la VL
PPG Industries Inc	1,4
Merck & Co Inc	1,4
Medtronic PLC	1,4
CCL Industries Inc classe B	1,3
Rogers Communications Inc catégorie B	1,3
Chubb Ltd	1,3
Banque Toronto-Dominion	1,3
CGI Inc catégorie A	1,3
Boyd Group Services Inc	1,2
Alimentation Couche-Tard Inc	1,2

Principaux titres à revenu fixe	% de la VL
Province de l'Alberta 2,05 % 01-jun-2030	7,3
Province de l'Ontario 2,70 % 02-jun-2029	7,1
Gouvernement du Canada 3,25 % 01-sep-2028	4,0
Canadian Imperial Bank of Commerce F/R 13-Jan-2032	2,8
Sagard Private Credit LP - CPVI3	2,5
JPMorgan Chase & Co 1,90 % 05-mar-2027	2,4
Banque de Nouvelle-Écosse 3,73 % 27-jun-2031	2,4
John Deere Finance Inc 4,95 % 14-jun-2027	2,3
Teranet Holdings LP 3,72 % 23-fév-2029	2,3
Telus Corp 4,80 % 15-déc-2028	2,3

Mandat revenu Visio Patrimoine Privé IPC, série I

Comment le fonds investit en date du 31 janv. 2026

Titres du placement

Obligations Domestiques	% de la VL
Province de l'Alberta 2,05 % 01-jun-2030	7,2
Province de l'Ontario 2,70 % 02-jun-2029	7,1
FINB BMO obligations totales (ZAG)	5,1
Gouvernement du Canada 3,25 % 01-sep-2028	4,0
Counsel Core Fixed Income	2,8
Sagard Private Credit LP - CPVI3	2,5
JPMorgan Chase & Co 1,90 % 05-mar-2027	2,4
Banque de Nouvelle-Écosse 3,73 % 27-jun-2031	2,4
John Deere Finance Inc 4,95 % 14-jun-2027	2,3
Teranet Holdings LP 3,72 % 23-fév-2029	2,3
Telus Corp 4,80 % 15-déc-2028	2,3
FPI propriétés de choix 2,85 % 21-mai-2027	2,2
Hydro One Inc 3,02 % 05-jan-2029	2,1
FPI industriel Dream 2,54 % 07-déc-2026	2,0
Rogers Communications Inc 3,80 % 01-déc-2026	1,7
Banque Manuvie du Canada 4,55 % 08-mar-2029	1,4
Totale	49,8
Actions internationales	% de la VL
FINB Actions internationales Mackenzie (QDX)	14,7
Medtronic PLC	1,4
Chubb Ltd	1,3
Totale	17,4

Actions canadiennes	% de la VL
CCL Industries Inc classe B	1,3
Rogers Communications Inc catégorie B	1,3
Banque Toronto-Dominion	1,3
CGI Inc catégorie A	1,3
Boyd Group Services Inc	1,2
Alimentation Couche-Tard Inc	1,2
Restaurant Brands International Inc	1,1
Banque Royale du Canada	1,1
Canadian National Railway Co	1,0
Element Fleet Management Corp	1,0
Colliers International Group Inc	0,9
Metro Inc	0,9
CAE Inc	0,9
Totale	14,5

Actions américaines	% de la VL
PPG Industries Inc	1,4
Merck & Co Inc	1,4
Amdocs Ltd	1,1
Comcast Corp catégorie A	1,0
NetApp Inc	0,9
Masco Corp	0,9
Anthem Inc	0,7
Qualcomm Inc	0,6
Totale	8,0

Obligations Étrangères	% de la VL
FNB iShares Broad USD High Yield Corp Bond (USHY)	4,0
FNB iShares JP Morgan EM Corp Bond (CEMB)	2,5
Totale	6,5

Espèces et équivalents	% de la VL
Espèces et équivalents	2,8
Totale	2,8

Unités de fiducies de revenu	% de la VL
Canadian Apartment Properties REIT - parts	0,8
Totale	0,8

TOTALE	100 %
---------------	--------------

Mandat revenu Visio Patrimoine Privé IPC, série I

Pourquoi investir dans les portefeuilles Counsel

Notre équipe de gestion de portefeuilles crée et gère nos portefeuilles à l'aide d'une analyse approfondie afin de répondre aux besoins de nombreux profils de risque d'investisseur. Nous adoptons une approche impartiale dans le choix de nos gestionnaires de fonds en incorporant une méthodologie exclusive et disciplinée pour chercher et sélectionner des gestionnaires d'actifs indépendants dans le monde entier. Chaque gestionnaire est surveillé et tenu responsable de son mandat afin de garantir à nos investisseurs les meilleures chances d'atteindre leurs objectifs financiers.

Commentaire du fonds T4 2025

Les commentaires et les opinions sont fournis par Beutel, Goodman & Company Ltd., Mackenzie Financial Corporation et Portfolio Solutions Group

Commentaires sur les marchés

Au cours du quatrième trimestre de 2025, les actions mondiales ont progressé et surclassé les obligations mondiales, qui se sont contentées d'un léger gain (tous les rendements sont des rendements globaux en dollars canadiens). Les actions ont progressé en grande partie parce que la Réserve fédérale américaine a abaissé les taux d'intérêt. Les rendements sont toutefois restés faibles en raison de craintes voulant qu'une bulle de dépenses en IA soit en train de se former.

Le marché boursier américain a progressé, mais très modestement. Le secteur des soins de santé est celui qui a enregistré le meilleur rendement. Les actions canadiennes, soutenues par le solide rendement du secteur des matériaux, ont enregistré un gain et surclassé les actions américaines. Les actions de l'EAEO ont progressé, à la traîne des actions canadiennes, mais devant les actions américaines. Les actions du Royaume-Uni et du Japon ont contribué au rendement des actions de l'EAEO. Les actions des marchés émergents se sont bien comportées, mais celles des marchés développés ont fait légèrement mieux grâce à la bonne tenue des actions de Taïwan et de l'Inde.

L'indice des obligations universelles FTSE Canada a reculé pendant le trimestre. À mesure que les taux de rendement des obligations gouvernementales ont augmenté, leurs prix ont diminué. Les obligations d'État ont été distancées par les obligations de sociétés, qui ont enregistré de légers gains. Les cours des obligations de sociétés ont profité du resserrement des écarts de taux (le différentiel de rendement entre les obligations de sociétés et les obligations d'État). Dans le segment des obligations de sociétés, les titres les plus performants étaient ceux du secteur des services de communication. Les cours des obligations à rendement élevé ont augmenté selon le rendement total et ont devancé ceux des obligations de sociétés de la catégorie investissement.

La Banque du Canada, la Réserve fédérale américaine et la Banque d'Angleterre ont abaissé leur taux directeur. La Banque centrale européenne a maintenu ses taux directeurs, tandis que la Banque du Japon a relevé le sien. Le taux des obligations du Canada de 10 ans a augmenté, passant de 3,18 % à 3,43 %. Les taux de rendement des obligations souveraines des États-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne et du Japon ont également progressé.

Mandat revenu Visio Patrimoine Privé IPC, série I

Rendement

Les placements dans Merck & Co. Inc., La Banque Toronto-Dominion (Banque TD) et la Banque Royale du Canada ont contribué aux résultats. Merck a fait état d'une augmentation de ses ventes et a fait le point sur son pipeline en signalant 80 essais actifs de phase III, dont 15 ont été amorcés en 2025. La Banque TD a annoncé des rachats d'actions supplémentaires de 6 à 7 milliards de dollars en septembre et a fait état d'une croissance des revenus, d'un levier d'exploitation, de la qualité du crédit et d'un contrôle des charges supérieurs aux attentes. La Banque Royale du Canada a publié des bénéfices supérieurs aux attentes, soutenus par la vigueur des marchés financiers et de la gestion de patrimoine.

Les expositions relatives à Kimberly-Clark Corp., NetApp Inc. et Masco Corp. ont nui au rendement. L'annonce de Kimberly-Clark d'acquérir Kenvue Inc. a été mal accueillie par le marché, ce qui a entraîné une baisse du cours de son action. NetApp a publié des résultats supérieurs aux attentes, mais les investisseurs étaient préoccupés par les marges de la société en 2026 et la hausse des prix de la mémoire. Les ventes de Masco ont diminué, tandis que les profits ont souffert de la baisse des volumes et de la hausse des coûts liés aux droits de douane et aux matières premières.

Sur le plan sectoriel, la sélection des titres des produits financiers et de la consommation discrétionnaire a contribué au rendement, tout comme la sous-pondération des soins de santé. L'absence de placement dans l'énergie a également contribué au rendement. La sélection des titres des matériaux et des biens de consommation de base, ainsi que la surpondération des produits industriels ont pesé sur les résultats.

L'exposition relative à Dream Industrial REIT (2,539%, 7 décembre 2026) a contribué au rendement. La note de crédit de la société a été révisée à la hausse, soutenue par sa solidité financière, ses résultats d'exploitation et un portefeuille de grande qualité. En décembre, la société a également annoncé une coentreprise avec CPPIB Capital Inc. en vue de recapitaliser une partie de ses actifs canadiens à une valeur supérieure à ses estimations comptables. Un placement dans les obligations de la province de l'Alberta (2,05 %, 1er juin 2030) a nui au rendement, car les taux à long terme ont augmenté, ce qui a créé des difficultés pour les obligations à moyen et à long terme.

Sur le plan sectoriel, l'exposition aux obligations de sociétés a alimenté le rendement, tandis que l'exposition aux obligations provinciales lui a nui.

Activité du portefeuille

Le sous-conseiller a ajouté Amdocs Ltd. et étoffé ses placements dans PPG Industries Inc., CGI Inc., Kimberly-Clark et Boyd Group Services Inc. American Express Co. a été vendue et la Banque TD a été réduite.

Banque Manuvie du Canada (4,546 %, 8 mars 2029) a été ajoutée au fonds. Le sous-conseiller est d'avis que la société devrait profiter de ses normes de tarification prudentes et d'un profil de financement stable. L'obligation offrait ce que le sous-conseiller estimait être un rendement intéressant pour sa note de la catégorie investissement. Cette obligation a été achetée avec le produit de la vente de Banque Manuvie du Canada (2,864 %, 16 février 2027).

La position dans TELUS Corp. (4,8 %, 15 décembre 2028) a été augmentée en raison de l'opinion favorable du sous-conseiller à l'égard des fondamentaux de crédit de la société et du profil de rendement rajusté en fonction du risque de l'obligation.

Mandat revenu Visio Patrimoine Privé IPC, série I

Perspectives

Selon le gestionnaire de portefeuille, le dernier trimestre de 2025 a mis en évidence une forte divergence dans la croissance mondiale. L'économie américaine demeure le principal point d'ancrage, les gains de productivité liés à l'IA compensant l'affaiblissement des tendances du marché du travail, tandis que le Canada, l'Europe et le Royaume-Uni continuent d'évoluer près de la stagnation.

Pour ce qui est de l'avenir, cinq forces façonneront la trajectoire en 2026. Premièrement, l'IA génère des avantages tangibles dans l'économie réelle, même si de moins en moins de titres sortent du lot et que les évaluations deviennent excessives, ce qui accroît le risque qu'un affaiblissement des actions se répercute sur le crédit et resserre les conditions financières en général. Deuxièmement, la Chine est coincée dans une croissance faible et une déflation persistante, la politique étant centrée sur l'autosuffisance et l'échelle manufacturière sur la demande des ménages, qui exporte la désinflation par l'intermédiaire des prix des biens et maintient les rendements nationaux ancrés. Troisièmement, le commerce mondial reste fragmenté, car les politiques industrielles, les contrôles des investissements et les chaînes d'approvisionnement régionales redéfinissent le flux des échanges. C'est un élément à surveiller de près pour le Canada compte tenu de sa sensibilité aux politiques américaines et de la révision du cadre commercial nord-américain. Quatrièmement, les banques centrales assouplissent la politique monétaire avec prudence et modestement aux États-Unis et au Canada, en laissant plus de place à l'Europe et au Royaume-Uni, tandis que le Japon pourrait continuer de resserrer progressivement sa politique monétaire. Les banques centrales pourraient recourir à des opérations de liquidité ou à un ralentissement de la réduction de leur bilan pour stabiliser les marchés obligataires si les conditions devenaient désordonnées. Cinquièmement, les pressions budgétaires augmentent, et la crédibilité des politiques et la capacité de refinancement deviennent donc déterminantes pour les prix des marchés.

Les marchés boursiers reflètent toujours un certain optimisme, surtout aux États-Unis, où les bénéfices liés à l'IA soutiennent des multiples élevés, mais les risques de concentration et les excès de confiance invitent à la prudence. Les marchandises demeurent contrastées : l'or bénéficie d'une demande structurelle, alors que le pétrole s'affaiblit en raison d'une offre abondante. La croissance du crédit privé et le fonctionnement des marchés de financement méritent une attention particulière, car ils représentent des canaux potentiels de transmission du stress.

Pour les investisseurs, il faut continuer de miser sur la résilience plutôt que la précision : trouver un équilibre entre l'exposition aux États-Unis et la diversification globale, maintenir des liquidités et intégrer des solutions de revenu alternatives afin de composer avec un environnement où les risques se multiplient discrètement, mais peuvent se matérialiser soudainement.

La liquidité et la souplesse demeurent essentielles pour permettre aux portefeuilles d'absorber les chocs liés aux cycles d'investissement en IA, aux changements de crédibilité budgétaire, à la volatilité des marchés obligataires ou au rajustement des politiques commerciales. Les principaux indicateurs de risque comprennent l'effet de contagion entre le marché boursier et celui des titres de créance, les surprises inflationnistes à la hausse qui pourraient ralentir le rythme de l'assouplissement, le fonctionnement des marchés obligataires, l'évolution du commerce nord-américain et les signaux budgétaires dans les territoires où les besoins de refinancement sont élevés.

Une issue constructive reste possible. De l'avis du sous-conseiller, si les gains de productivité liés à l'IA s'étendaient à l'ensemble des services et se diffusaient à l'échelle internationale, les pressions inflationnistes s'atténueraient, les revenus réels se renforceraient et la dynamique budgétaire s'améliorerait. Il s'agit d'un scénario important à prendre en compte dans les stratégies de répartition et de rééquilibrage, même s'il ne constitue pas le scénario de base.

Mandat revenu Visio Patrimoine Privé IPC, série I

Renonciation de responsabilité

Les commentaires portant sur l'information propre à certaines sociétés ainsi que sur les achats et ventes ont été communiqués par le gestionnaire de fonds. Gestion de placements Canada Vie limitée décline toute responsabilité à l'égard de toute perte ou de tout dommage, de quelque nature que ce soit, qui découle directement ou indirectement de l'utilisation, à bon ou à mauvais escient, de l'information contenue dans le présent document ou de toute erreur ou omission dans ce document. Les données qui figurent dans le présent commentaire ne sont fournies qu'à titre indicatif et, sauf indication contraire, avaient cours au 31 décembre 2025.

Les opinions exprimées dans ce commentaire n'engagent que ce gestionnaire de fonds à la date de publication et peuvent changer sans préavis. Ce commentaire n'est présenté qu'à titre d'information générale et n'a pas pour but d'inciter le lecteur à acheter ou à vendre des placements précis ni de fournir des conseils fiscaux ou juridiques. Les investisseurs potentiels devraient passer en revue les documents de placement avant de prendre la décision d'investir et devraient consulter leur conseiller en fonction de leur situation particulière.

Le contenu de ce commentaire (soit les faits, les perspectives, les opinions, les recommandations, les descriptions de produits ou titres ou les renvois à des produits ou titres) ne doit pas être utilisé ni interprété comme un conseil en matière de placement, ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat, une promotion, une recommandation ou le parrainage d'une entité ou de tout titre mentionné. Bien que nous nous efforcions d'en assurer l'exactitude et l'exhaustivité, nous déclinons toute responsabilité quant à son utilisation.

Ce document pourrait renfermer des renseignements prospectifs faisant état de nos attentes actuelles ou de nos prévisions ou de celles de tiers. Les renseignements prospectifs sont, en raison de leur nature intrinsèque, assujettis, entre autres, à des risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats indiqués aux présentes. Ces risques, incertitudes et hypothèses comprennent, sans s'y limiter, les conditions générales économiques, politiques et des marchés, les taux d'intérêt et de change, la volatilité des marchés boursiers et financiers, la concurrence commerciale, les changements technologiques, les changements sur le plan de la réglementation gouvernementale, les changements relatifs aux lois fiscales, des poursuites judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Le lecteur est invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas accorder une confiance indue aux renseignements prospectifs. L'information prospective contenue dans le présent document n'est à jour qu'au 31 décembre 2025. Il ne faut pas s'attendre à ce que ces renseignements soient mis à jour, complétés ou révisés pour quelque motif que ce soit, en raison de nouveaux renseignements, de nouvelles circonstances, d'événements futurs ou d'autres faits.

Rien ne garantit que les cibles de rendement ou de volatilité du fonds seront atteintes sur un horizon temporel donné. Les rendements et la volatilité ciblés devraient être évalués en fonction de la période indiquée et non de périodes plus courtes. Les rendements ciblés ne sont pas des rendements réels et ne doivent pas être considérés comme une indication des rendements réels ou futurs.

Les fonds communs de placement peuvent donner lieu à des commissions, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas garant de leur rendement futur.

Mandat revenu Visio Patrimoine Privé IPC, série I

Les portefeuilles Counsel sont gérés par Gestion de placements Canada Vie limitée. Ils sont distribués par les Services d'investissement Quadrus Itée, IPC Gestion du Patrimoine et IPC Valeurs Mobilières; ils peuvent être offerts par d'autres courtiers autorisés au Canada.

Mandat revenu Visio Patrimoine Privé IPC, série I

*La souscription minimale pour les fonds en gestion commune Visio de Patrimoine privé IPC est de 150 000 \$. Cela peut s'appliquer à l'ensemble des comptes admissibles. Veuillez lire le prospectus pour plus d'information.

¹Les pondérations de la répartition d'actifs ci-dessus correspondent à la répartition neutre du fonds et peuvent différer de la répartition actuelle. La répartition neutre peut comprendre une combinaison d'actions, de titres à revenu fixe et de titres conçus pour suivre un indice boursier ou d'autres titres. Gestion de placements Canada Vie ltée, le gestionnaire de portefeuille du fonds, peut, à sa discrétion, modifier la répartition sans préavis. ²Les titres en vigueur du portefeuille sont détenus soit directement, soit par l'entremise d'un fonds commun de placement sous-jacent. Les répartitions d'actifs sont exprimées en pourcentage de la valeur liquidative du fond. Les titres individuels détenus par les FNB ne sont pas indiqués dans les listes des principaux titres des fonds. Pour les rapports des fonds du marché monétaire : Le rendement actuel est un rendement historique annualisé basé sur la période de sept jours se terminant à la date indiquée ci-dessus et ne représente pas le rendement réel sur un an. Pour obtenir des informations sur le fonds ou tout autre fonds Conseil sous-jacent, veuillez lire l'aperçu du fonds, le prospectus simplifié ou tout autre rapport avant d'investir. Ces documents sont accessibles au www.counselportfolios.ca/fr-ca. Toutes les marques de tiers sont utilisées avec autorisation.

Remarque : Occasionnellement, une valeur négative peut être déclarée pour les avoirs en caisse reflétant la vente de titres ou les opérations de rachat qui n'ont pas été réglées à la fin du mois.

La distribution du tableau, des normes visant les antécédents et des rapports à court terme n'est pas autorisée sans l'inclusion du rapport à long terme du profil de fonds. Les fonds communs de placement peuvent être associés à des commissions, des commissions de suivi, des frais de gestion et autres dépenses. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les données sur le rendement fournies supposent le réinvestissement des distributions et ne tiennent pas compte des frais de vente, de rachat, de distribution et d'autres frais facultatifs ni des impôts sur le revenu payables par le porteur de titres qui contribueraient à réduire les rendements. Les fonds communs de placement ne sont pas couverts par la Société d'assurance-dépôts du Canada ni par tout autre assureur ou organisme gouvernemental. Rien ne garantit que le fonds maintiendra le montant de la valeur liquidative par part ou que le montant total de votre investissement dans le fonds vous sera restitué. Le rendement antérieur n'est pas garant de l'avenir. Les rapports produits à l'aide de ce site Web sont fournis à titre d'information seulement. Gestion de placements Canada Vie ltée, ses filiales, ses représentants et les tiers fournisseurs de contenu ne garantissent pas l'exactitude, l'exhaustivité ou l'actualité du présent site Web ou de son contenu, et ne peuvent pas être tenus responsables des décisions de placement, des dommages ou d'autres pertes résultant de l'utilisation du présent site Web ou de son contenu. Le relevé périodique préparé et envoyé par la société de fonds communs de placement est le seul véritable rapport sur la valeur des parts. Les portefeuilles Conseil sont gérés par Gestion de placements Canada Vie limitée. Ils sont distribués par les Services d'investissement Quadrus ltée, IPC Gestion du Patrimoine et IPC Valeurs Mobilières; ils peuvent être offerts par d'autres courtiers autorisés au Canada.